



Rapporteur : Mme COURTEILLE

N° CP_2025_0373

26 - Famille, Enfance, Prévention

Contrats départementaux de solidarité territoriale - Investissement - Social - Enfance famille

Le 7 juillet 2025 à 14h19, les membres du Conseil départemental, régulièrement convoqués par M. CHENUT, Président, se sont réunis dans les locaux de l'Assemblée départementale, sous sa présidence.

Au moment du vote de la présente délibération,

Étaient présents : Mme ABADIE, Mme BILLARD, M. BOHANNE, M. BOURGEOUX, Mme BOUTON, Mme BRUN, M. CHENUT, M. COULOMBEL, Mme COURTEILLE, Mme COURTIGNÉ, M. DE GOUVION SAINT-CYR, M. DELAUNAY, M. DÉNÈS, Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ, Mme FAILLÉ, Mme FÉRET, M. GUÉRET, Mme GUIBLIN, M. GUIDONI, M. HERVÉ, M. HOUILLOT, Mme KOMOKOLI-NAKOAFIO, M. LAPAUSE, Mme LARUE, Mme LE FRÈNE, M. LE GUENNEC, M. LE MOAL, Mme LEMONNE, M. LENFANT, M. LEPRETRE, Mme MAINGUET-GRALL, M. MARCHAND, M. MARTIN, M. MARTINS, Mme MERCIER, Mme MESTRIES, M. MORAZIN, Mme MOTEL, M. PAUTREL, M. PERRIN, M. PICHOT, Mme QUILAN, Mme ROGER-MOIGNEU, Mme ROUSSET, Mme ROUX, Mme SALIOT, M. SALMON, M. SOHIER, M. SORIEUX, M. SOULABAILLE, Mme TOUTANT

Absents et pouvoirs : Mme BIARD (pouvoir donné à M. PAUTREL), Mme MORICE (pouvoir donné à M. SORIEUX), Mme ROCHE (pouvoir donné à M. SALMON)

Après épuisement de l'ordre du jour, la séance a été levée à 16h39.

La Commission permanente

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3211-2 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de pouvoirs à la Commission permanente ;

Vu les délibérations du Conseil départemental des 23 juin, 29 septembre 2022, 10 février 2023, 18 avril 2024 et 21 mars 2025 ;

Vu la délibération de la Commission permanente des 26 août 2025, 2 décembre 2024 et 18 novembre 2024 approuvant le contenu et la programmation du contrat départemental de solidarité territoriale de Saint-Malo agglomération, Rennes métropole, de la Communauté de communes de

Saint-Méen Montauban et de la Communauté de communes de Vallons de Haute Bretagne communauté, pour la période de 2023 - 2028 ;

Exposé :

Au titre de la 4^{ème} génération des contrats départementaux de solidarité territoriale 2023 - 2028, l'Assemblée départementale d'Ille-et-Vilaine a approuvé, en juin et septembre 2022, les conventions-type et les enveloppes d'investissement et de fonctionnement des Communautés de communes et d'agglomération ainsi que de la Métropole.

Depuis cette date, dans le cadre d'une démarche de co-construction avec le Département, les établissements publics de coopération intercommunale ont pu préparer la programmation de leur contrat départemental de solidarité territoriale, avec l'ensemble des acteurs.rices concerné.es. La société civile a également été associée à la démarche au travers des comités de pilotage territoriaux.

Les principales modalités techniques du volet d'investissement sont les suivantes :

- le taux d'intervention du Département plafonné à 50 % du coût prévisionnel de l'action (hors bonification), dans la limite de 30 % de l'enveloppe affectée au territoire et de 80 % de subventions publiques, hors associations ;
- les projets relevant des priorités départementales peuvent prétendre à un financement plafonné à 50 % du coût prévisionnel de l'action, avec un plancher de subvention fixé à 10 000 euros. Les autres projets à un financement plafonné à 25 % (hors bonification) avec un plancher de subvention fixé à 3 000 euros ;
- une bonification du taux d'intervention d'un maximum de 10 % peut être attribuée aux projets intégrant des critères de transition environnementale et sociale, en complément de la subvention principale proposée par le comité de pilotage du contrat ;
- pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage associative ou privée, l'intervention financière du Département est subordonnée à une participation du bloc local minimale de 20 % du montant de la subvention du Département.

Les dossiers de subvention soumis à l'examen de la présente Commission permanente s'inscrivent donc dans ce cadre et relèvent de la programmation d'investissement 2023 du territoire concerné.

6 dossiers de subvention « Social - Enfance famille » présentés à cette Commission permanente concernent les contrats départementaux de solidarité territoriale de :

- Saint-Malo agglomération pour un montant de 575 636 euros ;
- la communauté de communes de Saint-Méen Montauban pour un montant de 40 500 euros ;
- Rennes Métropole pour un montant de 206 234,77 euros ;
- la Communauté de communes de Vallons de Haute Bretagne communauté pour un montant de 347 770,26 euros.

Deux dossiers ont reçu l'avis favorable des groupes exécutifs d'agence concernés quant à l'attribution d'une bonification au regard des critères de transition environnementale et sociale :

- la construction d'une crèche de 39 berceaux à Cancale : 185 636 euros au titre du contrat départemental de solidarité territoriale et 100 000 euros au titre de la bonification, soit une subvention totale de 285 636 euros ;
- la construction d'une crèche de 24 berceaux à Saint-Jouan-des-Guérets : 200 000 euros au titre du contrat départemental de solidarité territoriale et 90 000 euros au titre de la bonification, soit une subvention totale de 290 000 euros ;

Les conditions de versement des subventions, décidées dans le cadre du vote du budget primitif 2025, s'appliqueront pour ce dossier de la manière suivante :

- un paiement maximum par an pour chaque projet ;
- un premier acompte possible à condition d'avoir réalisé au moins 50 % des dépenses et le versement d'au moins 30 % de la subvention après l'achèvement des travaux ;
- un plafonnement de versement annuel par projet de 100 000 euros par an pour les subventions inférieures ou égales à 200 000 euros, 150 000 euros pour les subventions entre 200 000 et 500 000 euros, 200 000 euros pour les subventions supérieures ou égales à 500 000 euros.

Décide :

- d'attribuer dans le cadre du volet investissement des contrats départementaux de solidarité territoriale 2023 - 2028, 5 subventions d'un montant total de 1 170 141,03 euros, dont le détail figure en annexe et selon la répartition suivante :

- 2 dossiers pour le contrat départemental de solidarité territoriale de Saint-Malo agglomération pour un montant de 575 636 euros ;
- Un dossier pour le contrat départemental de solidarité territoriale de Rennes métropole pour un montant de 206 234,77 euros ;
- Un dossier pour le contrat départemental de solidarité territoriale de la Communauté de communes de Saint-Méen Montauban pour un montant de 40 500 euros ;
- 2 dossiers pour le contrat départemental de solidarité territoriale de la Communauté de communes de Vallons de Haute Bretagne communauté pour un montant de 347 770,26 euros.

Vote :

Pour : 54

Contre : 0

Abstention : 0

En conséquence, la délibération est **adoptée à l'unanimité.**

Transmis en préfecture le :
8 juillet 2025
ID: CP_2025_0373

Pour extrait conforme